

LA SENTINELLE

BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

AVRIL 2019



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi



Le 7 avril Journée Mondiale de la Santé 2019: la santé pour tous, partout

Le Burundi célèbre la
Journée mondiale de lutte
contre la Tuberculose, p5

Un message à propos de
la Journée Mondiale de la
Santé, édition 2019 p7

Validation des rapports
conjointes Gouvernement-
UNICEF-OMS, p10

COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE



La Couverture Santé Universelle vise à assurer à l'ensemble de la population des services de santé de qualité, où et quand elle en a besoin, sans subir de problèmes financiers.

La santé est un droit humain ; tout le monde devrait avoir accès aux informations et aux services nécessaires pour prendre soin de sa santé et de celle de sa famille. Environ 100 millions de personnes s'écroulent chaque année dans l'extrême pauvreté du fait de dépenses de santé directes. Les paiements directs pour des soins de santé plongent les gens dans la pauvreté. Dans beaucoup de pays, y compris au Burundi, les dépenses en médicaments sont la principale cause de difficultés financières.

LA SENTINELLE

PHOTO DE COUVERTURE

Un infirmier en train de mesurer la tension artérielle d'un membre de la communauté lors d'une activité de dépistage volontaire organisée dans la localité de Mivo, province Ngozi.

BULLETIN MENSUEL DU BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

AVRIL 2019



Organisation mondiale de la Santé
Burundi

Rédaction

Directeur de Publication
Dr. Walter Kazadi Mulombo

Coordination de la rédaction
Dr. Denise Nkezimana

Rédaction & validation
Dr. Alphonse Ciza
Dr. Rose Marie Magnifique Nduwimana
Dr. Gisèle Kasungi
Dr. Jean François Busogoro
Dr. Laurence Dominga Munyana
Dr. Dismas Baza
Ph. Donatien Bigirimana
Dr. Jérôme Ndaruhutse
Dr. Jean Pierre Mulunda
Dr. Ruhana Mirindi Bisimwa

Contributions
Dr. Denis Oscar Ciza
Alexis Habonimana
Dr. Ariane Beyse Ndayimirije
Geovani Moukam
Dr. Eric Manirakiza
Joseph Nzambimana
Nicky Mbuyi

Maquette
Dismas Junior Biraronderwa

Réalisation
OMS Burundi
© avril 2019

Dans ce numéro...

• Editorial p4

Commémoration de la Journée mondiale de lutte contre la Tuberculose p5



- La santé pour tous, partout Journée Mondiale de la Santé 2019 p7
- Cartographie : les 4W du secteur de la santé au Burundi p8
- Engager la communauté médiatique autour de la CSU p6

Atelier de revue des rapports conjoints Gouvernement-UNICEF-OMS p12



- Validation du Référentiel qualité des soins & services offerts dans les structures de santé au Burundi p14
- Cartographie : les 4W du secteur de la santé au Burundi p15

Organisation Mondiale de la Santé
Bureau de la Représentation au Burundi
Boulevard de l'UPRONA, Rohero II
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int
https://afro.who.int/fr/countries/burundi

Participez à la conversation

Suivez-nous à travers nos plateformes médias sociaux:





Editorial

Le Dr. Thadée Ndikumana, Ministre de la Santé Publique & de la Lutte contre le Sida, en plein échanges avec les chefs des agences du Système des Nations Unies partenaires du MSPLS lors d'une visite d'inspection du point d'entrée de Ruhwa, au Nord-Est du Burundi.

La santé dans toutes les politiques: gage pour un accès équitable aux services de santé et au droit à la santé au Burundi

Avril est certainement le mois le plus symbolique sur le calendrier mondial, du fait qu'il symbolise le mois de la création de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Le 7 avril est consacré à la Journée mondiale de la santé, en commémoration de la fondation de l'Organisation mondiale de la Santé 1948, mais surtout pour attirer l'attention sur les questions importantes liées à la santé mondiale. L'OMS assure la direction institutionnelle de la Journée mondiale de la santé en tant que journée de sensibilisation à la santé dans le monde ; et pour la seconde année consécutive, le thème de cette année était en rapport avec la Couverture Sanitaire Universelle, avec comme slogan : Santé pour tous, partout et en tous temps.

Que la CSU soit un thème récurrent sur le calendrier de l'OMS est tout à fait justifié : la Couverture Sanitaire Universelle reste le principal pilier de l'action de l'OMS, qui promeut l'approche et la pratique selon lesquelles toutes les personnes ont accès aux services de santé de qualité dont elles ont besoin, quand et où elles en ont besoin, sans difficultés financières.

L'OMS a donc, encore une fois, mis l'accent sur la thématique de la Couverture Sanitaire Universelle afin d'aider les populations à mieux comprendre quels services et quel soutien doivent leur être disponibles, et où elles peuvent en bénéficier.

Le Bureau a emboîté le pas à toute la communauté sanitaire mondiale : avec les différents partenaires dont les professionnels des médias lors du café de presse du 12 avril, avons saisi l'opportunité pour attirer l'attention sur le fardeau grandissant des maladies chroniques non transmissibles au Burundi, en l'occurrence l'augmentation de la pression artérielle, l'augmentation du taux de sucre dans le sang, les maladies créant des

obstructions sur les voies respiratoires et les cancers, tous responsables des décès évitables survenant précocement. Ces maladies ont en commun les risques liés à des modes de vie peu sains, notamment les régimes alimentaires riches en sels, en sucre et en graisses, l'insuffisance de consommation des fruits et légumes, la sédentarité ou insuffisance d'exercices physiques, la commercialisation et la consommation des produits de tabac, ainsi que l'usage nocif de l'alcool.

Les maladies non transmissibles sont en effet considérées comme essentiels pour faire progresser la Couverture Sanitaire Universelle. Et dans cette optique, l'adoption du premier document Référentiel qualité des soins et services de santé offerts dans les structures sanitaires du Burundi, peut être considérée comme un pas de plus dans l'harmonisation et l'amélioration des soins et services offerts aux populations, en respect au principe d'équité prôné par l'OMS.

Notre action pour ce mois ne s'est pas limitée à la célébration et commémoration des événements liés à la santé. Nous avons poursuivi notre action d'appui au Burundi, notamment dans la préparation et la riposte aux urgences sanitaires. En partenariat avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida et des autres partenaires techniques et financiers du pays, nous avons maintenu nos efforts dans la préparation du pays à faire face à la Maladie à Virus Ebola.

A travers les visites conjointes de supervision que nous avons effectuées, notamment avec SE le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, nous avons été heureux de constater que les efforts conjoints sont en train de payer et que le pays est de plus en plus outillé en vue de répondre efficacement à un cas potentiel de MVE.

En addition, nous avons été heureux de constater que grâce aux efforts conjoints avec nos partenaires, le Burundi a pu mettre fin la crise

de Choléra qui sévissait depuis le mois de décembre 2018, essentiellement dans les provinces de Rumonge et dans la Mairie de Bujumbura. L'annonce officielle a été faite par SE le Dr. Thadée Ndikumana lors de la conférence de presse trimestrielle tenue en date du 19 avril 2019.

Avec ces réalisations, l'attention va maintenant se tourner vers l'intensification de la promotion de la santé avec la vulgarisation de la stratégie de la santé dans toutes les politiques, en atteignant les autres ministères sectoriels, s'assurant de la prise en compte de leur impact sur la santé à toutes les étapes, de la formulation à la mise en œuvre.

Nous comptons continuer notre action en faveur de la promotion de la santé, notamment un soutien plus accru au pays dans le processus de réalisation de la CSU. Avec les autres agences du système des Nations Unies et les partenaires au développement, nous accompagnerons le Gouvernement du Burundi dans ses efforts de promouvoir la santé à travers son intégration dans toutes les politiques.

La première réunion de haut niveau jamais consacrée à la Couverture-Santé Universelle pendant la session de 2019 de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que la Conférence mondiale sur la Santé dans toutes les politiques qui se tiendra à Québec au mois d'octobre, devraient servir de tremplin mondial aux autorités nationales, pour montrer au monde les avancées enregistrées par le Burundi dans ce domaine, notamment à travers des engagements politiques clairs, visant la vision commune de la santé et le bien-être de sa population.

*Dr. Walter Kazadi Mulombo
Représentant de l'OMS au Burundi*



Journée Mondiale de la lutte contre la Tuberculose



Une ancienne malade de la Tuberculose en train de donner son témoignage lors de la célébration publique de la journée dans la localité de Mivo, province de Ngozi

Le Burundi s'est joint à la communauté mondiale dans la célébration de la Journée Mondiale de lutte contre la Tuberculose, édition 2019. Reporté pour des raisons pratiques, les activités et cérémonies ont été une occasion pour lancer un appel aux communautés affectées, aux organisations de la société civile, aux prestataires de soins de santé, aux partenaires nationaux et internationaux, à unir leurs forces et intensifier la lutte, avec un accent particulier sur la prévention.



Conduite sous la houlette du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, il a été organisé une série d'activités de communication et de plaidoyer pour marquer l'occasion et accentuer les appels à la synergie pour lutter efficacement contre la Tuberculose au Burundi. Des messages conjoints MSPLS – OMS ont été retransmis sur les ondes nationales, notamment en date du 24 mars, date officielle de la Journée mondiale de la Lutte contre la Tuberculose.

En alignement avec le thème de l'année qui est « Il est temps d'agir ! Il est temps de mettre fin à la tuberculose ! », les activités ont permis encore une fois d'insister sur le fait qu'il est urgent d'agir pour honorer les engagements pris par les dirigeants mondiaux en septembre 2018, lors de la première Réunion de haut niveau des Nations Unies consacré notamment à la Tuberculose.

Dans sa lecture du message de la Directrice Régionale de l'OMS pour la Région africaine, retransmise sur la Radio-Télévision Nationale du Burundi, le Docteur Walter Kazadi Mulombo, Représentant de l'OMS au Burundi a rappelé qu'en vue de mettre fin à l'épidémie d'ici à 2030, l'accès universel aux nouveaux tests doit être assuré, pour permettre de diagnostiquer les cas de tuberculose de manière précoce. Il a aussi recommandé d'adopter les nouveaux médicaments et les combinaisons thérapeutiques recommandées par l'OMS, pour traiter la tuberculose qui devient de plus en plus résistante aux médicaments usuels.

Près de 8000 personnes attrapent la tuberculose chaque année au Burundi ; d'où la nécessité d'arrêter des stratégies efficaces pour mettre fin à cette maladie.

Lors de l'atelier de réflexion sur la problématique de la tuberculose ~~médias~~ organisé le 3 avril par le MSPLS avec l'appui de l'OMS, le Dr.

Hermenegilde Nzimenya, Directeur du Programme National Intégré de Lutte contre la Tuberculose a rappelé que la Tuberculose reste toujours une réalité au Burundi, et qu'à l'instar des autres pays, le Burundi fait face à l'émergence des formes de résistance aux molécules majeures de première ligne. D'après les chiffres du PNILT, 7202 cas ont été dépistés en 2018, contre 2317 cas en 1985 ; ce qui représente plus d'un triplement du nombre de cas dépistés dans cette période.

Cette augmentation flagrante a un impact socio-économique négatif pour un pays en voie de développement comme le Burundi, notamment à cause de l'augmentation de l'absentéisme pour cause de maladie, les décès précoces de travailleurs compétents, et bien d'autres. Le Directeur du PNLP a encore une fois recommandé un plaidoyer pour relever le niveau d'investissement actuel dans les soins et la prévention de la tuberculose, afin de diversifier les partenaires de lutte contre la tuberculose au Burundi. Le nouveau partenariat devrait aussi inclure les organisations de la société civile et les formations sanitaires.

Le Dr. Denise Nkezimana, déléguée de l'OMS Burundi, a quant à elle mis l'accent sur la situation de la Tuberculose à travers le monde, et le besoin de maintenir les efforts afin d'apporter une solution efficace contre ce fléau. En 2017, On estimait à 10 millions le nombre de nouveaux cas de tuberculose (incidents) dans le monde. 1,6 million de personnes sont mortes de tuberculose, dont 0,3 million parmi les personnes séroposi-



Vue partielle de la salle lors des travaux de l'atelier médias sur la problématique de la Tuberculose.

tives. Elle a expliqué aux participants la nécessité d'une approche multi-sectorielle dans la lutte contre la Tuberculose car en effet les facteurs ou déterminants de la tuberculose les plus importants qui sont notamment la pauvreté, et les mauvaises conditions de vie et de travail ne peuvent pas être gérées par le seul secteur de la santé. Les maladies et autres affections transmissibles et non transmissibles sont aussi pointées du doigt car elles augmentent le risque pour un individu de contracter la tuberculose. Il s'agit du VIH/sida et d'autres affections comme le diabète, la silicose, le tabagisme, la sous-alimentation, l'usage nocif de l'alcool et l'abus d'autres substances.

D'où donc la nécessité d'une approche concertée pour prévenir contre la tuberculose ou minimiser le risque de contraction. Des mesures sont nécessaires non seulement dans le secteur de la santé à travers entre autres la réalisation de la couverture sanitaire universelle, ainsi que la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles qui sont des facteurs de risque majeurs de la tuberculose. La lutte concerne

aussi dans d'autres secteurs de développement, notamment pour la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité sanitaire, ainsi que dans la provision de meilleures conditions de vie et de travail.

La célébration publique a eu lieu le 5 avril dans la localité de Mivo, à quelques 12 kilomètre au Sud de la ville de Ngozi dans le Nord du Burundi. Les autorités de différents niveaux, en compagnie des délégués des partenaires du pays dans la lutte contre la Tuberculose, se sont joint à la communauté de la localité, pour rappeler l'importance de continuer la lutte. A travers les chants, les danses, les sketches et les témoignages d'anciens malades, la population a été appelé, à maintenir la communauté saine, notamment à travers des actions de vigilance à l'égard des cas suspects et de sensibilisation des pairs à recourir aux prestataires des soins de santé habilités en cas de suspicion d'un cas potentiels de la maladie, car la Tuberculose reste une maladie curable une fois prise en charge à temps.



Communiqué de presse

La santé pour tous, partout

Journée Mondiale de la Santé 2019

Bujumbura, le 7 avril 2019 : Le 7 avril de chaque année, le monde entier célèbre la Journée mondiale de la Santé. Journée phare de l'Organisation Mondiale de la Santé, la Journée mondiale de la Santé est consacrée à la promotion de la santé, telle que définie par l'Organisation, c'est-à-dire un processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé, et d'améliorer cette dernière. Le thème de la Journée Mondiale de la Santé pour cette année reste « La Couverture Santé Universelle », avec comme slogan: « La santé pour tous, partout ».

Premier objectif de l'Organisation Mondiale de la Santé. La couverture santé universelle signifie que toutes les personnes ont accès aux services de santé de qualité dont elles ont besoin, quand et où elles en ont besoin, sans difficultés financières.

Malgré des avancées remarquables, des millions de personnes n'ont toujours pas accès aux soins de santé. D'autres encore, par millions, sont forcées de choisir entre les soins et d'autres dépenses quotidiennes comme l'alimentation, les vêtements ou même un logement. Environ 100 millions de personnes sombrent chaque année dans l'extrême pauvreté du fait de dépenses de santé directes, dont notamment celles liées aux médicaments.

La réalisation de la couverture sanitaire universelle pourrait permettre d'en finir avec cette situation et de garantir que tout le monde ait accès à des services de santé sur un même pied d'égalité, sans pour autant

éprouver de difficultés financières.

Afin que ce résultat soit réalisé, il importe de garantir un certain nombre de prérequis, dont notamment l'établissement des systèmes de santé efficaces. En effet comme le rappelle le Dr. Matshidiso Moeti, la Directrice Régionale de l'OMS en Afrique: « *Le renforcement des systèmes de santé dans l'optique de la couverture santé universelle est l'un des éléments clés de la mutation proposée dans le Programme 2030. Il procède en effet d'une conjugaison de facteurs tels que l'intégration, une gestion avisée, un financement suffisant, un personnel de santé qualifié et motivé, l'accès aux médicaments et produits sanitaires de qualité, une bonne fonctionnalité des systèmes d'information sanitaire et des systèmes de prestation de services centrés sur la personne.* »

Au-delà de l'amélioration des services de santé, des Soins de Santé Primaires de qualité et accessibles sont essentiels pour progresser la Couverture Sanitaire Universelle. Les soins de santé primaires promus par l'OMS, consistent à prendre soin des populations et à les aider à améliorer leur santé ou à préserver leur bien-être, plutôt qu'à simplement traiter des maladies ou des affections particulières. Ils sont un moyen rentable et équitable de fournir des services de santé et d'aider les pays à progresser sur la voie de la couverture-santé universelle, tout en permettant d'améliorer les résultats sanitaires, avec un bon rapport coût/efficacité et une amélioration de la qualité des soins.

Pour que la santé pour tous devienne réalité, les

individus et les communautés doivent avoir accès à des services de qualité pour leur santé et celle de leur famille, des agents de santé qualifiés doivent dispenser des soins de qualité centrés sur la personne, et les décideurs doivent s'engager à investir dans les soins de santé primaires.

Il importe que les communautés s'approprient le processus, en mettant en avant le droit à la santé et aux soins. Appelons les dirigeants à faire de la santé pour tous une réalité, car des soins de qualité bénéficient à notre santé, à l'économie de nos pays et à la société, et ils sont un droit.

Le même appel est lancé aux agents de santé, car ils ont un rôle crucial à jouer en expliquant aux patients comment prendre soin de leur santé, en coordonnant les soins, et en relayant les besoins de leurs patients aux décideurs. Les agents de soins de santé primaires ont une relation de confiance stable avec leurs patients, dont ils connaissent les antécédents. Cette vision globale permet d'améliorer les soins et de faire des économies.

Enfin, un appel est lancé aux décideurs ; parce que la santé est un choix politique. Il importe que toutes les politiques publiques en tiennent compte. Pour faire de la couverture-santé universelle une réalité, il faut investir davantage dans les soins de santé primaires. Engagez-vous à collecter des données de santé de meilleure qualité afin de mieux cibler l'emploi des ressources et de procéder aux changements indispensables.

Organisations par Province, par District Sanitaire et par Secteur

SECTEUR	BUBANZA		BUJUMBURA MARIE			BUJUMBURA RURAL			BURURI		CANKUZO		CIBITOKÉ		
	BUBANZA	MPANDA	ZONE CENTRE	ZONE NORD	ZONE SUD	ISALE	KABEZI	RWIBAGA	BURURI	MATANA	CANKUZO	MURORE	CIBITOKÉ	MABAYI	
	FAO, PAM	FAO, PAM	CRB	FAO, PAM	FAO, PAM	UNFPA	UNFPA	UNFPA	UNFPA, WVVB	UNFPA, UNICEF	UNFPA	CWW			
	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	
	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF

SECTEUR	GITEGA			KARUSI			KAYANZA			KIRUNDO			MUYINGA			
	GITEGA	KIBUYE	MUTAHO	RYANSORO	BUYIGA	NYABIKERE	GAHOMBO	KAYANZA	MUSEMA	BUSONI	KIRUNDO	MUKENKE	VUMBI	GASHOHO	GITERANYI	MUYINGA
		WVB			WVB					OMS, UNFPA	OMS, UNFPA	OMS, UNFPA	OMS, UNFPA	UNFPA	UNFPA	UNFPA
	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM
	CRB, GAVI, HI, OMS, PI, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, PI, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, PI, UNFPA, UNICEF	CRS, GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, PI, UNFPA, UNICEF							

SECTEUR	MAKAMBA		MURAMYYA		MWARO		NGOZI		RUMONGE		RUTANA		RUYIGI			
	MAKAMBA	NYANZA-LAC	KIGANDA	MURAMYYA	FOTA	KIBUMBU	BUYE	KIREMBA	NGOZI	BUGARAMA	RUMONGE	GIHOFI	RUTANA	BUTEZI	KINYINYA	RUYIGI
	UNFPA	UNFPA, UNICEF	OMS	OMS						OMS	OMS	UNFPA, WVVB	UNFPA, UNICEF	UNFPA	UNFPA	UNFPA
	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM, UNICEF	FAO, PAM, UNICEF	FAO, PAM, UNICEF	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM	FAO, PAM
	GAVI, HI, OMS, PI, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, PI, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	CRB, GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, IFRC, IOM, MSF-B, OMS, PAM, UNFPA, UNICEF	GAVI, OMS, UNFPA, UNICEF				

CAFE DE PRESSE DEDIE A LA JOURNEE MONDIALE DE LA SANTE



Engager la communauté médiatique autour de la CSU:

Le Bureau de l’OMS au Burundi, en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MPSPLS), a organisé un café de presse le jeudi 12 avril 2019 dans les enceintes de La Détente à Bujumbura. Destiné aux professionnels des médias, l’événement a été organisé dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de la Santé 2019. Le thème de la JMS 2019 est « Couverture-santé Universelle : Pour tous, partout et en tout temps ». En tant que partenaire privilégié de la communauté, la presse a été informée en détail sur ce thème, notamment les tenants et les aboutissants de la couverture sanitaire universelle prise dans toutes ses composantes.

L'objectif de cette rencontre était entre autre d'engager les professionnels des médias autour de la thématique de la Couverture-santé Universelle CSU à travers une participation active dans les activités prévues et de créer une opportunité d'information des sur la CSU en soi, ainsi que des sous thème y relatifs dont la problématique des MCNT. C'est donc devant un parterre d'une quarantaine de journalistes et professionnels des médias attentionnés que les délégués du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida et de l'OMS ont délivré leurs messages.

Des orateurs du Ministère de la Santé et de l'OMS Burundi ont eu à faire tour à tour des exposés. Le premier exposé a mis en exergue les trois dimensions de la CSU à savoir : les personnes, les services et soins de santé et les coûts. Il est revenu sur les progrès accomplis dans le monde depuis la Déclaration d'Alma Ata en 1978 sur les soins de santé primaires et adoptés par l'OMS et ses Etats membres comme canal pour accélérer la marche vers la CSU.

L'exposé a encore une fois défini la Couverture-santé universelle, qui est une approche qui consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services de santé, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers. Elle est un pari réalisable,



car il suffit d'une volonté politique forte, pour que chaque pays mette en place un système de santé solide et équitable, qui ne laisse personne pour compte.

Le deuxième exposé a abordé une question d'intérêt majeur, les maladies chroniques non transmissibles qui ont supplanté les maladies transmissibles en tant que causes de décès évitables dans de nombreux pays, y compris les pays en voie de développement. En effet, le présentateur de l'OMS rappelé les 5 principales maladies chroniques responsable de la majorité des décès dans cette catégorie, les maladies cardio-vasculaires, les cancers, les maladies respiratoires chroniques, le diabète et les troubles mentaux.

L'audience a par la suite été informé que les maladies non transmissibles, ou MNT, sont de loin la principale cause de décès dans le monde, représentant plus de 70% de la totalité des décès annuels liés aux maladies dans le monde. Un de point sur lequel l'exposé a insisté à travers des données statistiques, en rappelant que sur les 56 millions des décès liés à la maladie dans le monde en 2015, 41 étaient dus aux MNT. Il a fait remarquer qu'il est indispensable d'adopter une nouvelle approche de la prévention et de la prise en charge des MNT afin d'atteindre l'objectif de développement durable d'amélioration de la santé et du bien-être pour tous.

A la question par les journalistes de savoir ce qu'est en train de faire l'OMS face à une problématique aussi grave pour la santé publique, les journalistes ont été informés qu'au niveau national, le MSPLS et l'OMS étaient notamment en train de travailler d'arrache-pied pour réaliser une enquête « STEPS ».

Cette dernière dans le cadre de l'une des fonctions essentielles de l'OMS, qui consiste à aider les pays à mettre en place un agenda de recherche ciblé afin de générer les évidences requises pour formuler et mettre en œuvre des politiques de santé cohérentes. Ces recherches incluent notamment des enquêtes STEPS, destinés à donner aux communautés une meilleure compréhension des facteurs de risque qui perpétuent les maladies chroniques, causes importantes des décès dans les communautés aujourd'hui. L'enquête en cours de préparation sera réalisée autour des mois de juillet et août de cette année.

A l'issue de cette rencontre aux échanges enrichissants, les professionnels des médias ont salué l'initiative qui leur a permis d'en découvrir plus sur deux thématiques sanitaires d'une importance aussi capitale. Ils ont aussi reconnu la nécessité de renforcer la trilogie MSPLS-OMS-



MEDIAS qui est en train de se mettre en place et ont souhaité que des séances régulières de communication à leur endroit soient organisées, afin de leur permettre d'être à jour.

De leur côté, les délégués du MSPLS et de l'OMS, ont réitéré leur disponibilité à rendre disponible l'information sanitaire en temps réels, et ont appelé les journalistes à participer à l'effort général pour la promotion de la santé à travers le relai et l'amplification des messages de santé pour informer et sensibiliser la population à se prévenir, notamment à travers l'adoption des comportements sains.

Les activités de célébration de la Journée mondiale de la Santé vont se poursuivre le long de la semaine à venir, pour culminer dans la journée du 18 avril par la tenue d'une panel discussion de haut niveau à laquelle participeront les hauts cadres du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, ainsi que les délégués des partenaires techniques et financiers du secteur de la santé au Burundi. Les échanges porteront toujours sur la thématique de la Couverture-santé Universelle, avec notamment une réflexion profonde sur le comment prendre en compte les déterminants de la CSU dans les politiques nationales aussi bien du secteur santé que des autres secteurs socio-économiques, et comment utiliser le secteur non étatique dans un partenariat gagnant – gagnant au service des communautés.



Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (à gauche) en compagnie du Représentant de l'OMS en train de suivre les présentations. Au fond, une partie des membres des délégations et des experts facilitateurs.



Photo de famille des participants à l'atelier, avec devant au centre le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, le Représentant de l'OMS & les membres des autres délégations présentes.

Atelier de revue des rapports conjointes Gouvernement- UNICEF-OMS

Du 12 au 15 mars 2019, Bujumbura a abrité l'Atelier de monitoring de la vaccination, de revue documentaire des données et de revue par les pairs des rapports conjoints OMS-UNICEF pour les pays de l'Afrique centrale, le Cap Vert, les Comores et Madagascar. Durant les 4 jours de cet atelier, les délégations venues de 10 pays d'Afrique centrale, plus le Cap Vert, les Comores et Madagascar, se sont penchés sur le monitoring des données des rapports conjoints de leurs pays respectifs, pour en améliorer la qualité. Ces rapports seront ensuite transmis par les Gouvernements à leurs partenaires respectifs, qui les utiliseront pour analyser la plupart des soumissions et requêtes qui leurs seront adressées.

Les travaux de l'atelier ont été officiellement lancés par Dr. Thadée Ndikumana, Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, en compagnie du Dr. Walter Kazadi Mulombo, Représentant de l'OMS, ainsi que de M. Eric Ribaira, Délégué du Représentant de l'UNICEF.

L'atelier a réuni des participants et experts en vaccination provenant de 10 pays d'Afrique Centrale, à savoir Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Tchad, Sao Tomé et Príncipe, ainsi que le Burundi. L'atelier a aussi vu participation des représentants du Cap Vert, des Comores et de Madagascar. La facilitation était assurée par onze experts venant du bureau régional, de l'OMS HQ, ainsi que des autres partenaires du MSPLS dont l'UNICEF, Le Centre of Disease Control d'Atlanta, ainsi que de l'Alliance GAVI.

Parlant au nom des partenaires techniques et financiers du secteur santé au Burundi, le Dr. Walter Kazadi Mulombo a rappelé le contexte dans lequel la revue des rapports conjoints Gouvernement-OMS-UNICEF a vu le jour. En effet, depuis

le mois de mai 2012, l'Assemblée Mondiale de la Santé a adopté le Plan Global pour la Vaccination. Par la suite, il a été établi un mécanisme et un cadre de suivi-évaluation de sa mise en œuvre.

Le Rapport Annuel Conjoint Gouvernement/OMS-UNICEF (Joint Reporting Form ou JRF), est un des outils disponibles pour mesurer les progrès accomplis au niveau des pays. Le JRF fait le point des résultats atteints au cours de l'année précédente, et chaque pays est tenu de le soumettre chaque année avant le 15 avril à l'OMS et à l'UNICEF.

« La Région Africaine, et en particulier la sous-région de l'Afrique centrale à laquelle appartient le Burundi, a fait des progrès au cours des années récentes dans la complétude et la promptitude de la soumission de ces rapports ; a poursuivi le Représentant de l'OMS au Burundi. Toutefois, bien que la qualité de ces rapports se soit améliorée au fur des années, il demeure encore des possibilités de leur perfectionnement, au regard des lacunes qui sont enregistrées durant le processus de remplissage de leur canevas. Pour ce faire, il importe donc de continuellement renforcer les capacités des pays à ce processus, pour s'assurer que les parties prenantes remplissent correctement ces canevas, transmettent dans les délais les rapports en cours d'élaboration, et améliorent les outils d'analyse des données pour une prise de décisions efficace ».

Au cours de cet atelier, les délégations se sont attelées à renforcer les capacités des pays

DHIS2 comme base de collecte des données tandis que la RCA a soulevé le problème de collecte des données dans le contexte de sécurité limitée. A chaque étape de l'atelier, les facilitateurs ont données des orientations nécessaires pour améliorer les documents.

Dans son allocution de clôture, le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a rappelé que l'atelier de revue était un cadre d'échanges d'expériences et d'analyse mutuelle des rapports conjoints, qui constitue un moment privilégié pour améliorer la qualité et la complétude des rapports-pays. Il a rappelé aux délégations que ce rapport constitue le miroir des pays en matière de vaccination et que tous les participants doivent s'en approprier pour transmettre un document de qualité permettant aux partenaires de prendre des décisions appropriées.



Vue partielle de la salle de travail lors de la restitution des résultats de la mise en œuvre des recommandations de l'atelier de 2017 par un expert du Bureau Régional de l'OMS.

respectifs dans l'analyse et l'utilisation des données pour la prise de décision et l'amélioration de la qualité des rapports conjoints.

Avant d'entamer la revue des rapports par les pairs, les délégués ont eu l'occasion de passer en revue les différentes présentations sur la collecte, l'analyse et le traitement des données ainsi que les sources fiables de ces dernières. Ce travail a permis de déceler des lacunes propres à chaque pays.

L'atelier a aussi servi de plateforme d'échanges d'expérience, de discussions et de partage des connaissances. Ainsi, le Burundi a partagé son expérience sur l'implantation de

A l'issue de cet atelier, les participants se sont convenus sur des points d'actions, dont notamment des recommandations à l'encontre des pays en retard de conduire la revue approfondie de leurs systèmes et de développer des plans stratégiques d'amélioration des données alignés à la période du plan pluriannuel complet (PPAC) et intégré à celui-ci.

Les pays ont aussi été appelés à mettre en place des équipes techniques « Qualité/amélioration des données » pour la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités d'amélioration des données, d'enquêtes de couverture vaccinale et d'intégration du système d'information sanitaire.



Validation du Référentiel des normes de qualité des soins et des services offerts dans les formations sanitaires du Burundi

Le Ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le SIDA, avec l'appui de l'OMS et des autres partenaires du Burundi, a procédé ce vendredi 26 avril 2019 à la validation du Référentiel des normes de qualité des soins et des services offerts dans les formations sanitaires du Burundi. Le référentiel des normes de qualités des soins et des services est un outil essentiel de bonne pratiques, qui facilite l'évaluation et la certification des établissements de santé, en complément aux normes sanitaires génériques.

En alignement avec les directives du Plan National de Développement Sanitaire III, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA s'est engagé dans le processus d'amélioration de la qualité des soins, en mettant en place un référentiel de normes de qualité des soins et services, qui est un outil intégrateur s'appuyant sur les documents nationaux et les données les plus récentes.

« Le référentiel normes de qualité des soins et services est un outil flexible de base pour les formations sanitaires, quelle que soit leur situation actuelle, appelées à évoluer progressivement, en vue de dispenser des soins et services de qualité a déclaré le Dr. Joselyne Nsanzerugeze, Assistante du Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA.

Outre les différentes dimensions de la qualité des soins, son appréciation distingue trois champs d'investigation pouvant se baser sur des mesures relatives à : la structure de soins qui s'intéresse aux ressources employées, le processus de soins qui se concentre sur l'interaction entre les patients et les professionnels de

santé, ainsi qu'aux résultats finaux, qui fournissent des témoignages en termes d'amélioration de l'état de santé des patients.

Le document validé comprend 4 parties portant principalement sur la définition des normes de qualité au niveau de la communauté, des normes de qualité au niveau du Centre de santé, ainsi que des normes de qualité à l'Hôpital de District. A chaque niveau de soins et services de santé (communauté, CDS, Hôpital de District) correspondent des thèmes déclinés sous forme de chapitres, décrivant notamment la cible visée par les normes y relatives, les caractéristiques de Ressources/Structures, le processus d'application et les résultats à délivrer en termes de soins et services de santé offerts aux bénéficiaires.

Le délégué du Représentant de l'OMS au Burundi a réaffirmé l'engagement de l'Organisation Mondiale de la Santé à accompagner le Burundi, en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers, dans toute action visant à promouvoir la santé et le bien-être de sa population.

« L'OMS salue l'engagement du Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, pour améliorer l'état de santé et le bien-

être de sa population dans le cadre de la Couverture-santé Universelle, a déclaré le Délégué du Représentant de l'OMS au Burundi. *Nous restons convaincus que le contenu du référentiel sera d'une grande utilité pour tous ceux qui œuvrent pour la qualité des services offerts dans les structures de santé, tout en renforçant l'offre et la demande des soins dans le cadre de la Couverture Sanitaire Universelle. »*

L'élaboration du référentiel est mise en œuvre par le Bureau de l'OMS au Burundi, en partenariat avec ENABEL, avec le financement de l'Union Européenne. Les prochaines étapes de ce processus consisteront en des sessions de formations, notamment à l'endroit des prestataires des soins de santé des Provinces Sanitaires de Kirundo, Muramvya et Rumonge.

Il est aussi prévu une série de supervisions post formation, ainsi que la production de documents annexes, dont un référentiel des normes de qualité pour l'Hôpital régional et National, ainsi qu'un guide des protocoles cliniques. Les deux documents restent indispensables à l'utilisation efficace du référentiel en cours de validation.



WHO

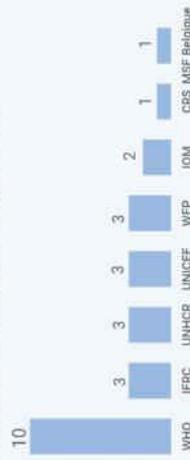
REPUBLIQUE DU BURUNDI

Qui Fait Quoi Où Quand, pour la preparation à la riposte à la MVE

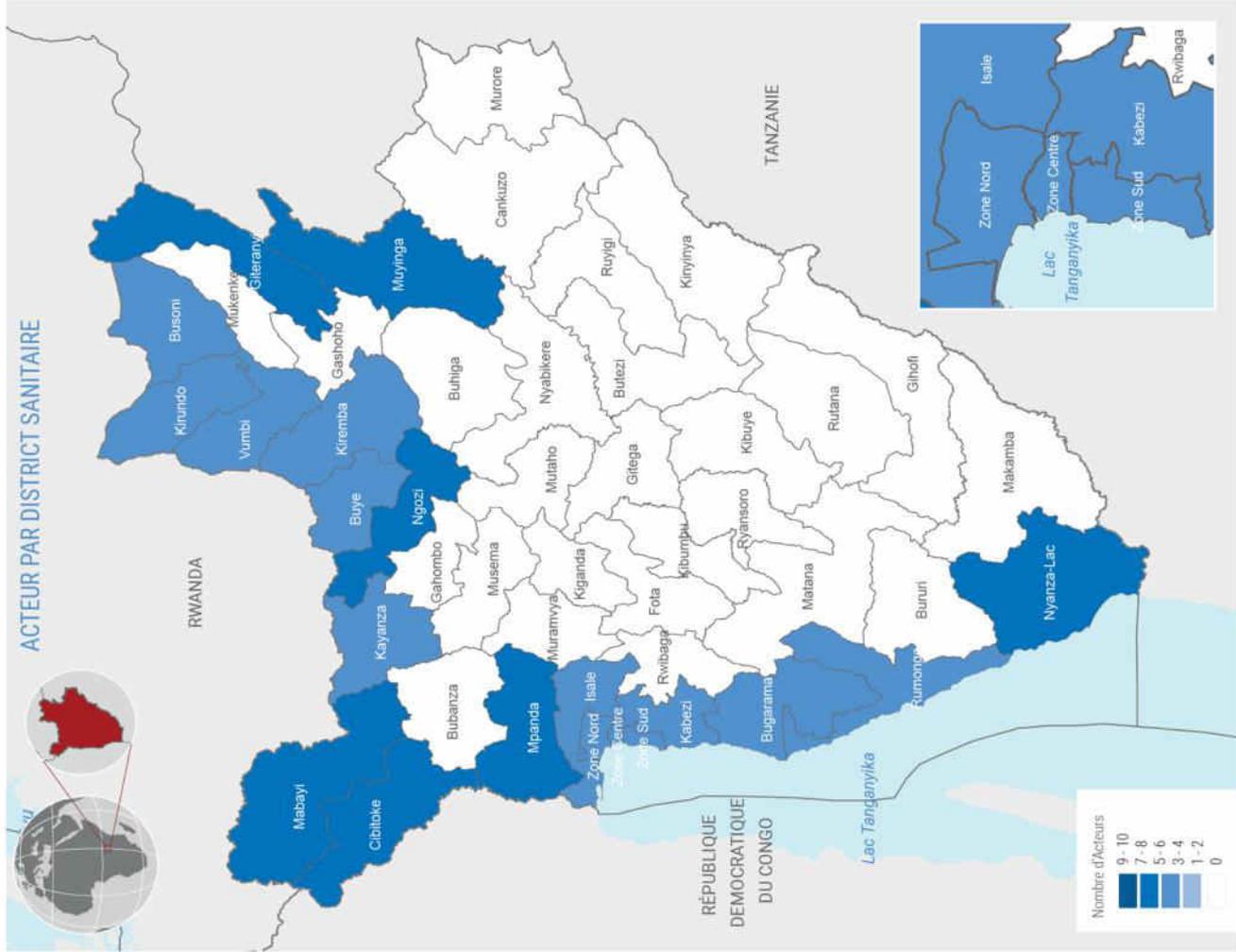
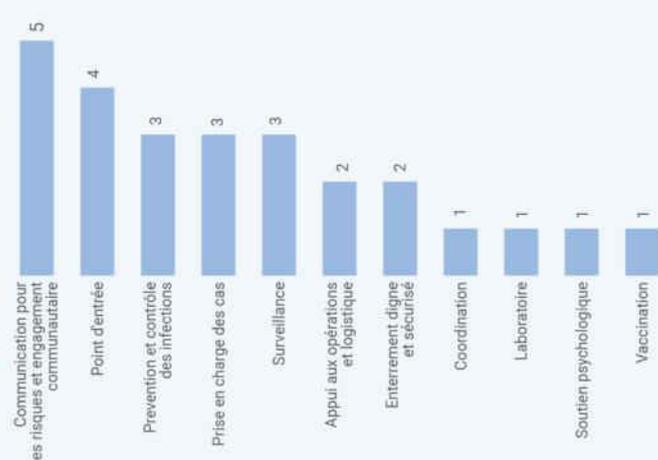
Mars 2019

8 acteurs/organisations, dont 5 Agences des Nations Unies et 3 ONG Internationales implémentent des activités pour la préparation à la riposte de la maladie à virus Ebola au Burundi. 35% des activités sont menées dans la Communication pour les risques, engagement communautaire et la gestion des points d'entrée.

NOMBRE D'ACTIVITÉ PAR ACTEUR



NOMBRE D'ACTEUR PAR ACTIVITÉ



ORGANISATION PAR TYPE

62,5%



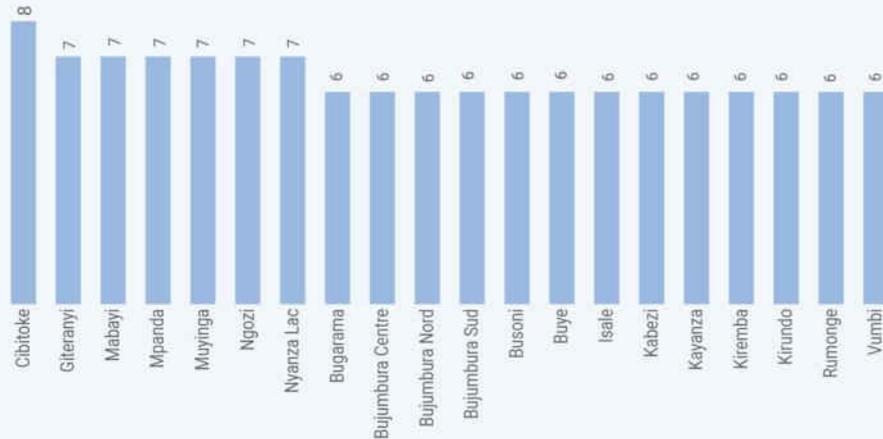
37,5%



Agences des Nations Unies

ONG Internationales

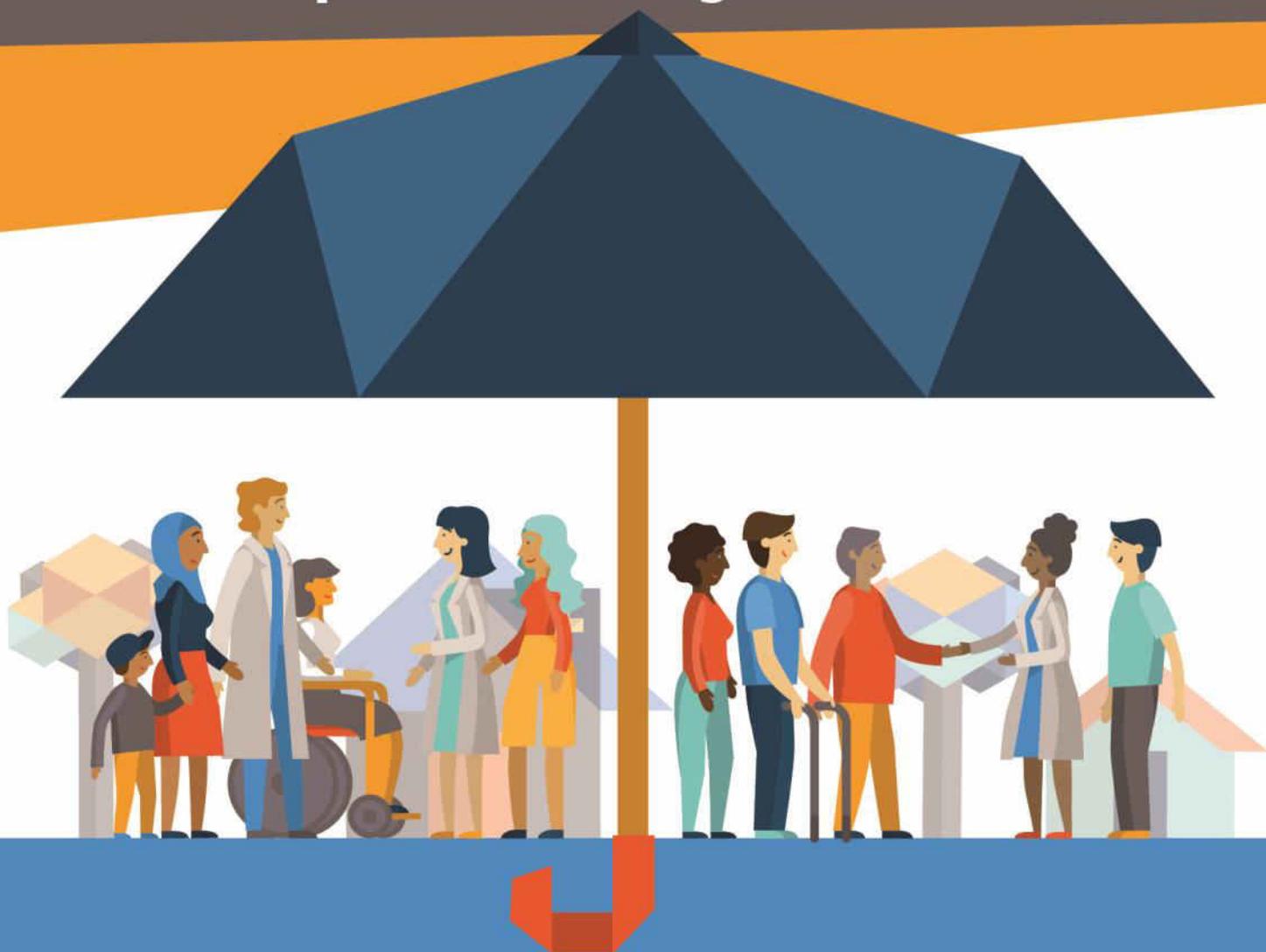
NOMBRE D'ACTEUR PAR DISTRICT SANITAIRE



Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Les soins de santé primaires sont le moyen le plus efficace et le plus efficient d'instaurer la santé pour tous

Mais trop souvent, ils sont la partie du système de santé recevant le moins de ressources, avec les plus grandes lacunes dans les communautés pauvres et marginalisées.



Nous devons agir dès maintenant pour ne laisser **personne** de côté.



Organisation
mondiale de la Santé